

Histoire

Les origines

C'est autour du fleuve **Magdalena** que l'on trouve les premières traces de présence humaine en Colombie. Des reliques d'une civilisation quasiment inconnue, datant des cinq derniers siècles av. J.-C., ont été découvertes à San Augustín, près de la source du fleuve, dans les **Andes** colombiennes : des statues de pierre, des bas-reliefs, des chambres funéraires et des sanctuaires, dans un style qui rappelle parfois celui des **Aztèques**. Des siècles plus tard, avant l'arrivée des Espagnols, les hauts plateaux de l'est, près du fleuve Magdalena, furent habités par une tribu amérindienne, les **Chibchas**. Bons cultivateurs, ils étaient également d'excellents orfèvres et on a retrouvé des quantités de petits objets (colliers, figurines) en or ou en tumbaga (un alliage d'or et de cuivre), datant de 1000 à 1500 apr. J.-C.

La conquête espagnole

En 1502, lors de son dernier voyage vers le Nouveau Monde, **Christophe Colomb** explora une partie de l'empire des Chibchas, sur les côtes septentrionales de l'actuelle Colombie. Dans son sillage, les *conquistadores* **espagnols** établirent à Darién, en 1510, leur première colonie sur le continent américain. Attirés par ce nouvel eldorado, les colons progressèrent rapidement. Sur la côte tout d'abord : ils fondèrent Cartagena, puis, Santa Marta. Vers l'intérieur ensuite : Santa Fé de Bogotá — qui allait devenir **Bogotá** — fut conquise par Gonzalo Jiménez de Quesada, en 1538. La région fut, à partir de 1544, intégrée à la vice-royauté du Pérou, avant de devenir, en 1740, le centre de la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade. L'économie de la colonie reposait alors en grande partie sur l'esclavage : aux Indiens succédèrent les esclaves noirs. Elle fut également servie par les ressources naturelles du territoire (émeraude et autres pierres précieuses) et la présence de l'isthme, qui assurait le rayonnement des villes portuaires.

Cependant, les Espagnols, qui accaparaient les richesses, se heurtèrent à l'hostilité grandissante des indigènes. La révolte des *comuneros de Socorro*, en 1781, fut la première manifestation de l'identité créole et le prélude au mouvement pour l'indépendance. Les insurgés marchèrent alors sur la capitale, pour protester contre les nouveaux impôts imposés par l'Espagne et réclamer leur part de la richesse nationale. Dès lors, le peuple de la Nouvelle-Grenade prit part au mouvement pour l'indépendance qui naissait dans l'ensemble de l'Empire espagnol.

L'indépendance

En 1810, les provinces de la Nouvelle-Grenade se réunirent en fédération et décidèrent de rompre avec l'Espagne. Face à la répression menée par les autorités espagnoles, le désir d'indépendance fut quelque temps étouffé. Cependant, les succès militaires de **Simón Bolívar** sur les Espagnols, un peu partout sur le continent, redonnèrent espoir aux indépendantistes. Ainsi, le 7 août 1819, le général Bolívar remporta une victoire décisive à la bataille de Boyacá. Entré dans Bogotá, il proclama alors l'indépendance de la Nouvelle-Grenade. Quelques mois plus tard, le congrès d'Angostura (17 décembre 1819) donna naissance à l'État de Grande-Colombie, qui réunissait la Nouvelle-Grenade, l'actuel Panamá et, après leur libération, le Venezuela et l'Équateur. Cette expérience ne survécut pas à son

inspirateur et, en 1830, après la mort de Bolívar, le Venezuela, puis l'Équateur, firent sécession.

Dès les premières années de l'indépendance, le pays fut divisé en deux blocs politiques qui allaient s'affronter durant des décennies. D'un côté, les conservateurs, soutenus par l'Église, partisans d'un État centralisé ; de l'autre, le bloc libéral, fédéraliste, qui voulait soustraire la politique à l'emprise de la religion.

L'instabilité : 1830-1904

Les premières décennies qui suivirent l'indépendance furent marquées par plusieurs guerres civiles et par de fréquents changements constitutionnels. Dans un premier temps, les conservateurs parvinrent à imposer une constitution unitaire. Mais les fédéralistes s'y opposèrent, déclenchèrent le premier conflit et accédèrent au pouvoir, avec le président Obando, en 1853 ; mais ils furent à leur tour renversés par des conservateurs. En 1858, le pays fut doté d'une constitution semi-fédérale et la nouvelle République fut baptisée Confédération grenadine. Cinq ans plus tard naissaient les États-Unis de Colombie, sur le modèle résolument fédéral du voisin nord-américain. Après quelques années de relative stabilité, une nouvelle guerre civile éclata en 1876. De retour au pouvoir, les conservateurs imposèrent au pays, en 1886, une constitution centraliste, celle de la république de Colombie, qui resta en vigueur jusqu'en 1991.

Cette période fut ponctuée de plusieurs révoltes, qui éclatèrent notamment en 1885 et en 1895. La plus violente, la guerre des Mille jours, laissa le pays exsangue et fit entre 60 000 et 130 000 victimes, de 1899 à 1903.

La deuxième moitié du XIX^e siècle se caractérisa par de nombreux changements, qui marquèrent profondément la société : ce fut l'abolition de l'esclavage, en 1851 ; puis, en 1853, la séparation de l'Église et de l'État.

En 1903, poussé par les États-Unis, le **Panamá** accéda à l'indépendance. La Colombie perdit alors un accès important au commerce maritime; cependant, les compensations financières accordées par Washington lui permirent tout de même d'entamer la diversification d'une économie, qui reposait jusque-là essentiellement sur le commerce du café.

Le XX^e siècle : le défi économique

Jusqu'en 1930, la Colombie connut une période de stabilité politique et put se consacrer à son développement économique. La construction de routes, dès le début du siècle, permit un début d'expansion commerciale. L'exploitation des gisements de pétrole et la culture du café prirent également de l'ampleur, soutenues, il est vrai, par plusieurs emprunts américains.

Les libéraux, de retour au pouvoir en 1930, s'engagèrent dans de nouvelles réformes. Jusqu'à la démission, en 1945, du président Alfonso López Pumarejo, ils firent voter une loi de réforme agraire, la reconnaissance du droit de grève et des droits syndicaux, un salaire minimum et des congés payés.

Lors de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), la Colombie suspendit ses relations diplomatiques avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie en 1941, et avec l'État français de Vichy en 1942. En 1943, le Sénat colombien déclara la guerre à l'Allemagne, et la République signa la charte de l'**ONU**, en juin 1945, devenant ainsi l'un de ses 51 membres fondateurs.

1945-1957 : la radicalisation

À partir de 1945, l'aile la plus radicale du parti libéral, dirigée par Jorge Eliecer Gaitán, qui s'opposait à la politique d'union nationale du président Alberto Lleras Camargo, devint de plus en plus populaire. Le 9 avril 1948, l'assassinat de Gaitán déclencha une sanglante révolte contre le gouvernement conservateur à Bogotá et dans les principales villes du pays. La *violencia*, — c'est ainsi que l'on baptisa cette insurrection populaire — fit au moins 1 500 morts et 20 000 blessés. La révolte fut finalement contenue et le gouvernement fut rééquilibré en faveur des libéraux.

L'agitation avait cependant réveillé les aspirations autoritaristes des militaires et, le 13 juin 1953, le général Gustavo Rojas Pinilla s'empara du pouvoir, à la faveur d'un coup d'État. Le nouveau chef de l'État bénéficia, un temps, de l'assentiment de la population et de la classe politique, qui comptaient sur un pouvoir fort pour ramener l'ordre en Colombie. Cependant, la dérive dictatoriale provoqua rapidement l'opposition des libéraux comme celle des conservateurs. En 1957, après de nouvelles violences, Rojas Pinilla fut renversé par une junte militaire. Celle-ci dut se résoudre à convoquer des élections générales et une trêve fut conclue entre les libéraux et les conservateurs. Ils décidèrent alors l'alternance aux plus hauts postes de l'État (présidence et cabinets ministériels) pour une durée de seize ans. Cependant, la nouvelle coalition, le Front national, ne parvint pas à enrayer la violence politique.

Le pouvoir aux prises avec la guérilla

L'alternance fonctionna très bien : le libéral Alberto Lleras Camargo fut élu en 1958; en 1962, le conservateur León Valencia lui succéda. Les libéraux revinrent au pouvoir en 1966, avec Carlos Lleras Restrepo. La coalition conserva la majorité dans les deux Chambres, mais parvint rarement à réunir la majorité des deux tiers nécessaire au vote des lois, et le pays connut donc plusieurs périodes de quasi-paralysie. Ce climat favorisa une guerre civile larvée, qui trouva également ses racines dans le marasme économique.

Dès les années 1950, certains paysans, influencés par l'émergence du communisme, constituèrent, sur leurs terres, des "zones d'autodéfense". Ce mouvement fut rapidement relayé par une **guérilla** organisée : les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), créées en 1966, qui lancèrent une campagne d'attentats. Face à cette situation, le président conservateur Guillermo León Valencia déclara l'état de siège et, avec l'aide des États-Unis, se lança dans une lutte sans merci contre les groupes armés. Dans le sillage des FARC, le mouvement M-19 lança à son tour, dans les années 1970, une guérilla, urbaine cette fois.

Lorsque la coalition du Front national prit fin, en 1974, Alfonso Lopez Michelsen, un libéral, fut élu président. Il accorda aux conservateurs quelques postes ministériels. Son régime fut caractérisé par un taux de chômage persistant, des émeutes ouvrières et estudiantines, ainsi que des actions isolées de la guérilla. En 1978, lors d'une élection marquée par un fort taux d'abstention, un autre libéral, Julio Turbay Ayala, fut élu président avec une faible majorité ; il prit plus tard cinq ministres conservateurs dans son gouvernement.

Cependant, l'armée se montrait incapable de soumettre les guérilleros. En 1980, ces derniers réussirent à prendre en otage des diplomates étrangers, à l'ambassade de la République dominicaine, pendant soixante et un jours.

L'amnistie de quelque 400 guérilleros par le président Betancur, élu en 1982, et son orientation vers un régime de libéralisation (et en particulier la trêve conclue, en mai 1984, entre le gouvernement et les rebelles) ne suffit pas à ramener la paix civile en Colombie. Les affrontements reprirent de plus belle en 1985. En novembre, les guérilleros s'emparèrent du palais de justice de Bogotá, prenant des dizaines de personnes en otage. L'armée intervint et de très violents combats éclatèrent : 100 personnes, dont le président de la Cour suprême et dix juges, furent tués.

La lutte contre les narco-trafiquants

Les libéraux remportèrent les élections de 1986 et Virgilio Barco Vargas, leur dirigeant, devint président de la République. En août 1989, en réponse à une vague d'attentats dans laquelle les cartels de cocaïne colombiens étaient impliqués, le gouvernement se lança, avec l'aide de Washington, dans une guerre totale contre les trafiquants de drogue et leurs réseaux. Plus de 10 000 personnes furent arrêtées et les biens des suspects furent confisqués.

C'est dans ce cadre de violence que se déroula l'élection présidentielle de 1990 ; trois candidats furent assassinés. Le libéral César Gaviria Trujillo, élu président en mai, tenta alors une politique de réconciliation. Avec la nouvelle Constitution de juillet 1991, il voulut renforcer les institutions démocratiques : l'état de siège fut levé et l'amnistie fut accordée aux trafiquants de drogue qui se rendaient. Cependant, le commerce de la cocaïne, ainsi que les actions de la guérilla, continuèrent à perturber le pays, si bien que l'État d'urgence fut rétabli en 1992.

La lutte contre les narco-trafiquants marqua un tournant, en 1993, lorsque Pablo Escobar, le chef du cartel de **Medellín**, fut tué par les forces de sécurité du gouvernement. Pourtant sa mort ne signifiait pas la fin du trafic de drogue : le cartel de **Cali**, notamment, a pris le relais, et le pays reste en proie à une violence endémique, due en grande partie aux difficultés de son économie.